

L'Énergie en Azerbaïdjan: instrument d'indépendance politique?

Description

Nombre d'États postsoviétiques dépendent encore Énergétiquement de la Russie pour l'approvisionnement ou pour l'acheminement des hydrocarbures. L'Azerbaïdjan fait figure d'exception puisqu'il est parvenu à Établir une politique Énergétique indépendante de Moscou. L'étude de ce cas permet de saisir les liens existants entre indépendance Énergétique et indépendance politique dans l'espace postsoviétique.

En termes de politique Énergétique, la Russie dispose de deux principaux leviers d'influence: d'une part, sa capacité d'approvisionnement en gaz et en pétrole, en particulier envers ses anciens satellites et, d'autre part, sa position stratégique qui en fait un pays de transit pour les hydrocarbures du bassin caspien. Au-delà des questions Énergétiques, ces leviers permettent au Kremlin d'influer sur les Évolutions Économiques, politiques et diplomatiques des États qu'il considère partie intégrante de sa sphère d'influence historique. Au travers de la question Énergétique, c'est le rôle international de la Russie qui est en jeu. Comme le rappelle en effet l'expert Thomas Gomart : *«L'influence [de la Russie] dans la région de la mer Noire, en Asie centrale ou au Caucase n'est pas une fin en soi, mais un moyen à via l'énergie de globaliser sa politique»*^[1]. Le contrôle des voies d'exportation des hydrocarbures est au cœur de la nouvelle stratégie internationale de Moscou qui, depuis quelques années, use largement de ce nouveau type de *soft power*.



Cependant, dans le cas de l'Azerbaïdjan, ces leviers seraient de moins en moins efficaces au vu de l'autonomisation de la politique Énergétique de Bakou à l'égard de l'ex-Grand Frère.

Durant la période soviétique, l'Azerbaïdjan, comme l'ensemble du Caucase du Sud et de l'Asie centrale, se caractérisait par son enclavement, notamment en termes de transport Énergétique. Depuis, Bakou remédie à cet isolement -et à la dépendance envers Moscou qui en résulte- en signant de multiples accords bilatéraux de coopération Énergétique et en proposant diverses solutions pour l'acheminement de ses hydrocarbures sur les marchés occidentaux.

L'ouverture de l'Azerbaïdjan aux compagnies internationales

En 1991, Bakou accède à l'indépendance mais reste néanmoins dépendant de Moscou pour l'exportation de sa production d'hydrocarbures. Un an plus tard, Aboufzaz Eltchibey - premier président élu de l'Azerbaïdjan postsoviétique- souhaite détourner la politique

Énergétique azerbaïdjanaise du Nord et de la Russie au profit de l'Ouest et de la Turquie, conformément à l'orientation pro-occidentale qui est la sienne.

En juin 1993, A. Eltchibey doit se rendre à Londres pour signer un contrat avec plusieurs compagnies occidentales pour l'exploitation des ressources énergétiques azerbaïdjanaises. C'est alors que Moscou ordonne aux forces armées russes de quitter le territoire azerbaïdjanais, un an avant la date officiellement prévue. Au moment de partir, ces dernières transfèrent leurs armements et technologie aux forces rebelles du général Husseynov qui, quelques mois plus tard, fomenta un coup d'État, conduisant à la démission d'Eltchibey et à l'arrivée au pouvoir de Heydar Aliyev.

Lorsqu'il arrive au pouvoir, Heydar Aliyev décide d'annuler et de renégocier le contrat signé entre son prédécesseur et les compagnies pétrolières internationales. Afin que le nouveau *Great Game* soit le garant de l'indépendance azerbaïdjanaise et de sa reconnaissance internationale, il sert les intérêts des trois puissances régionales: la Russie, l'Iran et la Turquie [2]. En septembre 1994, le premier et le plus important des Accords de Production Partagés (PSA) [3] est signé, pour un montant de 7,4 milliards d'euros, entre le gouvernement azerbaïdjanais et l'AIOC -consortium international- en vue de l'exploitation de trois gisements. SOCAR, la compagnie nationale azerbaïdjanaise d'hydrocarbures, a un tiers de ses parts à LUKoil, compagnie russe intégrée à l'AIOC, détenteur du «contrat du siècle». Celui-ci contribue grandement à la stabilisation politique de l'Azerbaïdjan et constitue la première phase d'une politique énergétique habile, visant à la consolidation et à la perpétuation du régime politique azerbaïdjanais.

Malgré la main tendue du président Aliyev envers la Russie et bien qu'une compagnie russe prenne part à ce contrat, le ministre russe des Affaires étrangères refuse de le reconnaître et attise les conflits régionaux relatifs au statut juridique de la mer Caspienne et à l'exploitation de ses ressources. En effet, selon que l'on considère cette dernière comme une mer ou un lac, le droit international prévoit un partage différent de ses eaux, donc de ses ressources et de leur exploitation par les divers États riverains.



Heydar Aliyev, à la tête de l'État azerbaïdjanais entre 1994 et 2003 a su imposer son pays en construction comme un acteur incontournable du jeu énergétique régional. (Photo : Alix Drugeat)

La diversification des voies de transport des hydrocarbures azerbaïdjanais

L'Azerbaïdjan est parvenu à attirer de nombreux investisseurs étrangers et à développer l'exploitation de ses ressources énergétiques, grâce aux diverses voies d'acheminement proposées afin d'assurer la sécurité énergétique de ses clients face aux aléas géopolitiques et diplomatiques.

La première voie d'exportation, la «voie nordique», construite en 1997, passe par la Russie. À l'époque, les élites azerbaïdjanaises s'inquiètent de la stabilité de cet oléoduc, du fait du contexte politique tendu dans les provinces méridionales de la Russie. En effet, à plusieurs reprises, Moscou bloque l'acheminement du pétrole au travers de son territoire quand la question tchétchène devient trop saillante.

Dès 1999, Bakou dispose d'une nouvelle voie de transport, plus occidentale, reliant les champs pétroliers azerbaïdjanais au nouveau terminal du port géorgien de Soupsa, en contournant le territoire russe. Moscou cherche à déstabiliser ce nouveau projet en exacerbant les conflits entre le gouvernement géorgien et les indépendantistes abkhazes, d'une part, et ossètes, d'autre part.



Bibiheybat, champs pétroliers exploités depuis le 19^e siècle près de Bakou, Azerbaïdjan (À Alexis Amet/GOLEMFABRIKA)

En 2001, Bakou, Tbilissi et Ankara signent des accords en vue de l'exportation du pétrole azerbaïdjanais vers les marchés occidentaux via la Turquie. Cette troisième route, généralement désignée par l'acronyme BTC (Bakou-Tbilissi-Ceyhan), fait l'objet de nombreuses controverses politiques. Sans surprise, Moscou et Téhéran s'opposent vivement à cette perspective. Par ailleurs, les investisseurs étrangers, d'abord réticents au financement de ce projet, craignent que les ressources supposées soient en fait surévaluées. Ils espèrent un adoucissement de la position américaine envers le régime iranien, ce qui permettrait la construction d'un tube nettement moins coûteux. Mais le pouvoir azerbaïdjanais soutient fermement le BTC, allant même jusqu'à déclarer qu'il verra le jour avec ou sans investissements étrangers. Finalement une compagnie chargée du financement, de la construction et de la gestion du pipeline est créée en août 2002. Moscou, inquiet que cette nouvelle voie d'acheminement ne conduise à la prise de distance complète et irréversible de Tbilissi et Bakou à l'égard de sa tutelle et au profit de l'Occident, est accusé, fin 2003, de chercher à saboter le BTC^[4]. En 2005, le pétrole commence à couler dans le BTC, apportant des revenus de transit aussi bien à la Turquie qu'à la Géorgie, qui tourne elle aussi de plus en plus les yeux vers l'Ouest.

Même si, aujourd'hui encore, des inquiétudes demeurent quant au BTC, dont le tracé est proche du Haut-Karabakh, l'existence de ce pipeline illustre parfaitement l'habileté

diplomatique de l'Azerbaïdjan, qui devient ainsi un acteur incontournable de la scène énergétique régionale et internationale.

Après le contrôle, le gaz ?!

Malgré la diversification des voies d'acheminement de sa production pétrolière, l'Azerbaïdjan dépend encore du gaz russe au début du XXI^e siècle. Peu après l'arrivée au pouvoir d'Ilham Aliyev, fils du feu Président en 2003, la compagnie russe Gazprom devient le premier fournisseur de l'Azerbaïdjan en gaz, suite à la signature d'un contrat qui prévoit la livraison de 4 milliards de m³ de gaz par an jusqu'en 2008. Pour de nombreux experts, ce contrat est un pas vers la mise sous tutelle russe de l'Azerbaïdjan postsoviétique. Ces peurs s'accroissent encore lorsqu'en 2005 la Russie se sert du gaz comme d'une arme contre l'Ukraine et que les prix augmentent de 83%. A la fin de l'année 2006, Bakou soutient Tbilissi dans la bataille énergétique qui oppose à Moscou. Peu après, la police russe mène une campagne contre les immigrants azerbaïdjanais sur les marchés et, quelques mois plus tard, Gazprom annonce son intention de doubler ses prix et de diviser par trois le volume de gaz livré à l'Azerbaïdjan. Refusant de céder à ce chantage énergétique, Bakou conduit à son tour le volume de contrôle exporté par la «voie nordique». Le Président n'hésite pas à déclarer alors que, si Gazprom ne revoit pas son devis, Bakou refusera le gaz russe.

Sur un tracé parallèle au BTC a été construit le Bakou-Tbilissi-Erzurum (BTE), aussi connu sous le nom de South Caucasus Pipeline, qui relie le gaz azerbaïdjanais à la voie de transport déjà existante entre la Turquie et l'Occident. La dépendance énergétique de l'Azerbaïdjan est progressivement réduite grâce à l'exploitation du gisement Shah Deniz. Si, jusqu'en 2006, l'Azerbaïdjan dépendait de la Russie pour la fourniture en gaz naturel, aujourd'hui il est non seulement auto-suffisant mais est même en mesure d'exporter de grandes quantités de gaz. De cette façon, les relations de dépendance ont non seulement évolué mais se sont même quasiment inversées, à tel point que Moscou importe aujourd'hui du gaz en provenance d'Azerbaïdjan, comme en témoigne le récent accord signé [5]. Toutefois, les motivations de la conclusion de cet accord restent ambiguës, puisque l'on soupçonne le Kremlin de chercher ainsi à compromettre la viabilité du projet Nabucco.

Il serait faux de penser que cette autonomisation progressive de l'Azerbaïdjan en termes énergétiques à l'égard de la Russie résulte seulement des ressources naturelles dont dispose Bakou, bien qu'il s'agisse d'un pré-requis indispensable. Cela relève également d'une habileté quant à l'utilisation des ressources énergétiques en termes de politique régionale.

Ainsi, l'Azerbaïdjan se révèle aujourd'hui une alternative potentielle à la Russie, en termes d'acheminement, du fait de sa position de corridor énergétique entre l'Asie centrale, qui exploite une partie des ressources du bassin caspien, et les marchés de l'Ouest, via le projet de la Transcaspienne -qui relierait les deux rives de la mer Caspienne- et du gazoduc Nabucco. Non content d'avoir acquis une indépendance énergétique précieuse à l'égard de la Russie, Bakou pourrait bien aujourd'hui contribuer à une prise de distance croissante entre Moscou et ses anciens satellites, non seulement dans le domaine énergétique mais aussi, par effet domino, dans les domaines économiques et politiques.

[1] Thomas Gomart, «Quelle influence russe dans l'espace post-soviétique ?», *Le courrier des pays de l'Est*

, n°1055, mai-juin 2006.

[2] Si Aliyev n'a pu inclure une quelconque compagnie iranienne dans «le contrat du siècle» -en raison de l'opposition américaine-, il sert les intérêts de Téhéran par le biais d'un contrat parallèle: l'accord Shah Deniz, signé en 1996.

[3] Un «Production Sharing Agreement» (PSA) est un contrat qui prévoit que le pays reste propriétaire de ses ressources naturelles (pétrole et/ou gaz naturel) tandis que le consortium fournit le capital, l'investissement, les ressources managériales et la technologie nécessaires à la production.

[4] «Russia accused of plot to sabotage Georgian oil pipeline», *The Guardian*, <http://www.guardian.co.uk/world/2003/dec/01/georgia.oil> (page consultée le 18 août 2009).

[5] «Russie-Azerbaïdjan : Gazprom prioritaire pour le gaz de Shah Deniz (Miller)», *RIA Novosti*, <http://fr.rian.ru/business/20090629/122152597.html> (page consultée le 29 août 2009).

* Alix DRUGEAT est doctorante en Sciences politiques à l'INALCO et à l'Université Catholique de Louvain.

Photo vignette : Alix Drugeat

244x78

Image not found or type unknown

date création

01/10/2009

Champs de mots

Auteur-article : Alix DRUGEAT*